



## PRINCIPAUX INDICATEURS

**Population** : 38 millions (2021)  
**PIB** : 2 204 milliards CAD (2020)  
**Taux de croissance** : 6.2% (2021)  
**Taux d'inflation** : 2.3% (2020)  
**Exportations Françaises** : 9<sup>ème</sup> fournisseur du Canada  
**Importations Françaises** : 12<sup>ème</sup> client du Canada  
**Position du Canada pour la France** : le Canada est le 28<sup>ème</sup> pays pour les exportations françaises, et est passé du 36<sup>ème</sup> au 28<sup>ème</sup> pays fournisseur de la France  
**IDE** : 10.9 Md€ d'IDE français au Canada (2021)

Carte du Pays



## PRESENTATION ECONOMIQUE DU CANADA

Avec un PIB s'élevant à 2 204 md CAD en 2020 (1 454 Md€), le Canada se classe au 10<sup>ème</sup> rang mondial des pays les plus riches. Comme la plupart des pays, le Canada a connu une forte récession au cours de l'année 2020, estimée à 5.4% du PIB suite à plusieurs années de croissance modérée (3% en 2017, 1.9% en 2018 et 1.6% en 2019).

État fédéral divisé en 10 provinces et 3 territoires très autonomes, l'intégration des régions à l'activité économique reste très inégale puisque l'Ontario et le Québec, les deux provinces les plus dynamiques économiquement, contribuent à elles seules à près de 60% du PIB canadien.

Le pays est très intégré dans le commerce mondial, ayant le 4<sup>ème</sup> taux d'ouverture parmi les pays du G20 (devant les États-Unis) et poursuivant une stratégie de diversification commerciale à travers la signature d'accords de libre-échange bilatéraux et plurilatéraux : CETA avec l'Union Européenne, CUMSA (nouvel accord avec le Mexique et les États-Unis) ou encore CPTPP avec des pays asiatiques.

Le plus grand partenaire commercial du Canada reste largement son voisin Américain, plus grande puissance mondiale.

## LES TENDANCES DE L'ÉCONOMIE

L'économie du Canada est développée et diversifiée. Les principales industries sont l'immobilier (14% du PIB), l'industrie manufacturière (10%), la finance et assurance (8%), l'industrie minière et extractive (8%), ou encore la construction (7%). Le pays dispose de larges ressources naturelles lui permettant d'être exportateur net d'énergie : pétrole, zinc, aluminium, nickel et or. Ces ressources font de l'industrie minière et extractive l'une des composantes principales de l'économie du pays.

Le Canada regroupe une diversité de provinces et de territoires dont les spécialisations et les filières à l'export sont différentes. En effet, l'agriculture est particulièrement représentée dans les provinces du centre (Manitoba, Saskatchewan, ouest de l'Ontario), tandis que les filières industrielles et technologiques sont davantage développées dans les provinces côtières (Québec et Ontario à l'Est, Colombie Britannique à l'Ouest). Enfin, certaines provinces telles que l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador ou encore le Saskatchewan, disposent d'importantes ressources énergétiques et concentrent leur activité économique, notamment à l'export, sur ce secteur.

Compte tenu de sa faible population, le Canada se tourne fréquemment vers l'extérieur afin de trouver de nouveaux marchés. Très ouvert et intégré dans le commerce mondial, le Canada est cependant toujours dépendant de ses échanges avec les États-Unis : les exportations vers son voisin représentaient 73.5% du total des exportations canadiennes en 2020, tandis que 48.8% des importations canadiennes venaient des États-Unis. Les pouvoirs publics, soucieux de réduire cette dépendance, favorisent donc une diversification géographique avec d'autres partenaires comme l'Union Européenne (2<sup>ème</sup> partenaire avec 10.8% des échanges) et la Chine (3<sup>ème</sup> partenaire avec 9.5%). Cette stratégie de diversification passe notamment par la signature d'accords de libre-échange bilatéraux et plurilatéraux. Le Canada est actuellement engagé dans 14 de ces accords

avec 51 pays, dont les plus importants sont le CUMSA (signé en 2020 avec le Mexique et les États-Unis), le CETA (2017, avec l'Union Européenne), le CPTPP (2018, avec de nombreux pays du Pacifique) ou encore un accord de continuité commerciale avec le Royaume-Uni.

La situation commerciale interprovincial canadienne est également relativement faiblement intégrée. En effet, le Canada est marqué par l'importance de barrières non-tarifaires (réglementaires, administratives, linguistiques) et une faiblesse des flux commerciaux entre ses différentes provinces et territoires. En 2017, les exportations intra-canadiennes ne représentaient ainsi que 36% des exportations totales des provinces : à titre de comparaison, les exportations intra-UE représentaient 59% du total des exportations des États Membres de l'UE en 2019. Voulant donc poursuivre leurs efforts de libéralisation du commerce interprovincial, les pouvoirs publics fédéraux, provinciaux et territoriaux ont conclu un Accord de Libre-Échange Canadien (ALEC) entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017. Cet accord vise à réduire les obstacles à la libre circulation des produits, des services, des investissements et de la main d'œuvre à l'intérieur du Canada, ainsi qu'à établir un meilleur accès aux marchés publics et une plus grande coopération réglementaire.

Malgré la crise liée au Covid-19, les perspectives de reprise semblent se confirmer pour 2021. Avant la crise, les estimations plaçaient le Canada sur une trajectoire de croissance relativement faible à moyen terme (1.5%) à cause de facteurs externes (faiblesse de la croissance mondiale et spécialement américaine, la baisse du cours des matières premières) et structurels de l'économie canadienne tels que le vieillissement de la population, et les faibles réserves de productivité dans certains secteurs majeurs de l'économie canadienne (énergie, industrie, agriculture).

Les restrictions sanitaires liées à la pandémie ont entraîné une forte chute de la production et de la consommation au cours de la première moitié de l'année 2020, qui devrait se solder par une récession d'environ 5.8% du PIB. Le gouvernement canadien prévoit toutefois une reprise rapide de l'activité, avec un rebond de la croissance espéré d'environ 5% dès l'année 2021. De la même manière, si le marché du travail canadien connaissait des bons résultats en 2019 (5.7% de chômage) a été durement frappé par la crise et atteignait 13.8% en mai 2020, le taux de chômage est progressivement redescendu à 9.4% en janvier 2021 (à un niveau certes bien plus élevé qu'au début de la crise).

**LES ECHANGES COMMERCIAUX FRANCO-CANADIEN****Des relations commerciales affectées par le ralentissement du commerce en 2020**

Le commerce franco-canadien de biens a reculé de 10% en 2020 (6.2 Md€), après avoir connu une hausse de 8% l'année précédente. Les exportations françaises vers le Canada ont diminué de 17%, une proportion qui reste toutefois comparable à la baisse des exportations françaises au niveau mondial. Cette baisse des exportations résulte principalement de la réduction des ventes de matériel de transport de plus de moitié. Dans le même temps, les importations en provenance du Canada sont restées relativement stables, conduisant à une contraction importante de l'excédent commercial français jusqu'à un quasi-équilibre.

Les secteurs de l'agroalimentaire et de l'industrie pharmaceutique sont les principaux atouts français dans le commerce bilatéral avec le Canada. Avec 770€ millions d'exportations en 2020, les produits des industries alimentaires sont toujours le premier poste d'exportations françaises au Canada. Ce dynamisme s'explique notamment par les exportations de vin, qui demeure le premier produit français exporté au Canada (391€ millions). Dans le même temps, portées par le contexte de la pandémie, les exportations de l'industrie pharmaceutique ont connu une forte croissance en 2020 (330€ millions, +25%) et sont désormais le deuxième poste d'exportations françaises. Le Canada se classe ainsi 28<sup>ème</sup> au classement des pays débouchés pour les produits français.

Malgré une relative stabilité en 2020, les importations en provenance du Canada ont connu des évolutions contrastées en fonction des secteurs. En effet, l'industrie des matériels de transport conserve sa position de premier poste d'importations malgré une baisse de 22% au cours de l'année 2020 (599€ millions), principalement due à une baisse des achats d'aéronefs et d'engins spatiaux. L'industrie extractive, deuxième poste d'importations (553€ millions), est quant à elle restée relativement stable. Enfin, la progression des importations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture est à noter (+84%); celle-ci s'explique principalement par le doublement des importations de céréales, légumineuses et produits oléagineux. Ainsi, le Canada est passé du 36<sup>ème</sup> au 29<sup>ème</sup> au classement des pays fournisseurs de la France.

Enfin, les investissements français au Canada demeurent relativement importants. En 2019, la Banque de France estimait que le stock d'IDE français s'élevait à 10.9 Md€, avec un flux relativement stable. Dans le même temps, le stock d'IDE canadiens en France était estimé à 6.8 MD€, avec un flux en léger recul sur l'année (-470€ millions). La France était ainsi en 2020 la deuxième terre d'accueil des projets d'investissements canadiens avec 23% des projets, juste derrière le Royaume-Uni (24%). Pour mémoire, plus de 200 entreprises présentes en France sont détenues par des investisseurs canadiens et emploient plus de 28,000 salariés.

**Des entreprises françaises particulièrement implantées au Québec et en Ontario**

Il y a près de 800 implantations d'entreprises françaises au Canada, dans une grande majorité dans les provinces du Québec (environ 350) et de l'Ontario (environ 280), les autres étant disséminées sur le reste du territoire canadien (dont une cinquantaine en Colombie Britannique et une cinquantaine en Alberta). Les entreprises françaises sont actives dans de nombreux secteurs de l'économie canadienne, notamment les services, l'énergie, l'industrie agroalimentaire ou encore l'aéronautique et la défense. Ces entreprises représentent environ 120,000 emplois sur le territoire canadien pour un chiffre d'affaires de plus de 30 milliards d'euros.

Grâce à la proximité culturelle avec la France, le Québec est la province au sein de laquelle les entreprises françaises sont les plus présentes. En 2019, la France était le deuxième pays d'origine des investissements directs (derrière des États-Unis) avec une part d'environ 24% du total des investissements réalisés dans la province. La plupart des sièges sociaux des filiales françaises implantées au Canada sont ainsi recensés au Québec, avec une présence française relativement importante dans les secteurs de l'aéronautique (Airbus, Safran, Stelia, Thalès etc.) et de l'industrie pharmaceutique (Servier, Sanofi, Boiron etc.) et des TIC (Ubisoft, Atos etc.).

Concernant l'Ontario, la présence française est de plus en plus dynamique, notamment dans le secteur des transports urbains (Alstom, Thalès et Keolis), mais aussi dans l'industrie pharmaceutique (avec Sanofi). Les entreprises du secteur bancaire et assurantiel (Société Générale, BNP Paribas, Crédit Agricole, Crédit Mutuel, Amundi etc.) sont principalement concentrées dans l'Est canadien, dans les provinces de l'Ontario et du Québec.

Les entreprises du secteur énergétique sont de plus en plus présentes dans l'Ouest canadien, notamment en Colombie Britannique (Schneider Electric) et en Alberta (SpieCapag/Vinci, Suez, Veolia, Air Liquide etc.). Elles le sont aussi sur tout le territoire avec EDF, Engie, etc.

**LES SECTEURS PORTEURS**

## SECTEUR 1

Technologies et services :

- Audiovisuel, multimédia, télésanté, nanotechnologie, cyber sécurité
- E-learning, jeux vidéo, électronique photonique
- Technologies environnementales pour les industries polluantes
- Technologies de paiement mobile, gestion des risques, quantifications
- Vente en ligne, collecte de données, personnalisation de l'expérience utilisateur

## SECTEUR 2

Agriculture et industries agroalimentaires

- Vins rosés, légers et rafraichissants
- Vins biologiques, surtout à forte typicité
- Produits de haute qualité nutritive et biologiques
- Technologies pour des emballages plus écologiques
- Système de production d'énergies renouvelables pour les exploitations

## SECTEUR 3

Art de vivre et santé

- Mode équitable, vêtements grandes tailles
- Articles sophistiqués, novateurs et confortables
- Cosmétiques premium et biologiques, produits de soin, kits de maquillage
- Technologies dans la génomique, protéomique oncologie
- Bio-informatique, immunothérapies, antiviraux

## SECTEUR 4

Industries et cleantech

- Industrie aéronautique et aérospatial, simulateur de vol
- Véhicules connectés et autonomes, motorisations hybrides et électriques
- Technologie pour la production et stockage d'énergies propres
- Technologies de recyclage et valorisation des déchets
- Technologie pour l'assainissement et la

## CONSEILS POUR UNE ENTREPRISE SOUHAITANT APPROCHER LE CANADA

### Conseil 1 – Venir préparé : faites appel à des experts.

Dans les démarches professionnelles et personnelles, faire appel aux experts est une pratique très répandue. Par exemple, les avocats sont souvent vus comme essentiels au développement des affaires et sont souvent une des meilleures options de conseil pour le développement.

### Conseil 2 – Faire des affaires au Canada : une approche par province

Le marché Canadien est vaste, constitué de 10 provinces et 3 territoires, et ne devrait pas être approché comme étant une seule et même entité. Aux niveaux fédéral et provincial il existe de nombreuses différences réglementaires, administratives et culturelles (et linguistiques) entre les différents territoires et provinces qui nécessitent une approche ciblée.

### Conseil 3 – Le Québec n'est pas la France

Bien qu'une certaine proximité culturelle existe entre la France et le Québec, nous sommes en Amérique du Nord. Ainsi, les codes culturels pour faire des affaires sont nord-américains : style plus direct, contenu plus important que la forme, etc.

### Conseil 3 – Faire des affaires au Canada : une approche par province (le mettre en conseil numéro 2)

Le marché Canadien est vaste, constitué de 10 provinces et 3 territoires, et ne devrait pas être approché comme étant une seule et même entité. Il existe de nombreuses différences réglementaires, administratives et culturelles (et linguistiques) entre les différents territoires et provinces qui nécessitent une approche ciblée.

### Conseil 4 – à voir ?

### Conseil 5 – L'importance du réseau

Le Canada un pays chaleureux et réputé pour son ouverture. Cependant, l'implantation et l'intégration au monde des affaires nécessite une préparation poussée ainsi qu'un vrai travail de réseautage. C'est pourquoi adhérer à des réseaux d'affaires est bien souvent une condition essentielle pour une installation réussie !

Présente à Montréal depuis 1886, la Chambre de Commerce et d'Industrie française au Canada (CCIFC) est le 1er réseau d'affaires franco-canadien avec plus de 300 entreprises membres. Elle a pour mission d'accompagner les entreprises françaises dans leur développement au Canada, et de favoriser les synergies et opportunités d'affaires avec les entreprises.



Contact CCIF au Canada :  
1455 rue Drummond Bureau 2B  
Montréal, Québec H3G 1W3 CANADA  
Tél : +1 (514) 281-3200  
@ : [consulting@ccifcmtl.ca](mailto:consulting@ccifcmtl.ca) – Site : [www.ccifcmtl.ca](http://www.ccifcmtl.ca)

## SOURCES

Deloitte perspectives économiques Canada

- <https://www2.deloitte.com/ca/fr/pages/finance/articles/perspectives-economiques.html>

Direction Générale du Trésor, Service économique régional d'Ottawa

- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CA>

Fiche Pays Business France – Canada

- <https://www.businessfrance.fr/fiche-pays-canada>